



Arrêté portant réglementation de la  
circulation et du stationnement  
rue Paul Painlevé

Arrêté provisoire n° 92/23

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ÉPERNON

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

VU le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code Pénal ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

VU la demande formulée par les Déménagements JUMEAU – 15 rue Hélène Boucher – 28630 GELLAINVILLE par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement 6 et 6 bis rue Paul Painlevé pour cause de déménagement ;

Considérant que pour permettre l'exécution de cette demande, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

**A R R E T E :**

=====

ARTICLE 1 : Les Déménagements JUMEAU sont autorisés à occuper le domaine public.

ARTICLE 2 :

Les places de stationnement au droit du 6 et 6 bis rue Paul Painlevé seront réservées pour les camions effectuant le déménagement.





## Mercredi 21 et Jeudi 22 Juin 2023

ARTICLE 3: La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par le demandeur, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- M. le responsable du service de la Police Municipale,
- M. le commandant de la Brigade de gendarmerie de MAINTENON,
- Les Déménagements JUMEAU.

Date de publication en ligne : 4/05/2023

Auteur : François BELHOMME - Maire

Fait à Epernon, le 2 Mai 2023

Par délégation de l'Adjoint au Maire,  
Environnement et développement durable  
L'Adjoint au Maire,  
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'adjoint au maire chargé des travaux

Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et à la gestion du domaine public

Service communication

Sictom de Rambouillet